**Développement des communautés et transition socioécologique**

**Par Denis Bourque, Université du Québec en Outaouais**

Soumis au Cahier annuel 2020 du Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC)

Au Collectif des partenaires en développement des communautés (<https://collectifpdc.org>), les participants se posent une question centrale : Comment les démarches de développement des communautés, surtout dédiées actuellement au développement social, peuvent-elles être contributives des efforts collectifs à fournir pour assurer la transition socioécologique et une lutte plus efficace contre la crise climatique ? Ces démarches ont acquis au Québec une grande expertise dans l’agir-ensemble intersectoriel qu’elles doivent mettre au service des enjeux de transition socioécologique. Les démarches de développement des communautés territoriales se définissent comme différentes formes d'action collective structurée qui, par la mobilisation des populations concernées et des acteurs locaux (institutionnel, communautaire, privé), ciblent des enjeux collectifs reliés aux conditions et à la qualité de vie au moyen d’identification de priorités, de mobilisation de ressources et de mise en place de réponses appropriées. Ces démarches prennent des formes variées (30 tables de quartier à Montréal, Développement social intégré dans Charlevoix, Initiative sherbrookoise de développement des communautés, Table des partenaires du développement social de Lanaudière, etc.).

La crise climatique actuelle peut-elle créer de nouvelles conditions d’innovation dans l’action collective et un développement territorial plus intégré et plus cohérent ? Peut-elle imposer aux acteurs du développement social un repositionnement les amenant à tenir compte de manière conséquente de la dimension écologique ? Quelles sont les initiatives qui le font et comment ? Ce sont là les questions et les attentes du Collectif des partenaires en développement des communautés qui regroupe depuis 10 ans les principaux réseaux nationaux d’acteurs du développement social territorial au Québec. Citons la Table nationale des CDC qui fédère les 65 corporations de développement communautaire, le RQIIAC dont les membres constituent la majorité des organisatrices et organisateurs communautaires des CISSS/CIUSSS, la CMTQ qui regroupe les 30 tables de quartier à Montréal, le Réseau québécois de Villes et Villages en santé qui compte près de 200 municipalités membres, etc. Un projet de recherche partenarial a été déposé en novembre dernier au CRSH ciblant les initiatives collectives locales qui intègrent des visées de transition socioécologique et de lutte aux changements climatiques afin que les membres du Collectif des partenaires en développement des communautés soient plus aptes à favoriser l’émergence de ces initiatives et à les soutenir efficacement.

Les communautés urbaines ou rurales subissent les impacts du vieillissement ; la métropolisation et la migration vers les villes ; l’élargissement des inégalités sociales ; les défis du vivre ensemble en contexte de diversité culturelle et de transformation des rapports avec les communautés autochtones. Ces enjeux se croisent au creuset de la crise du modèle économique axé sur la croissance (Lipietz, 2012) qui oblige les sociétés à chercher de nouvelles avenues pour une économie carboneutre (Bourque G. et Laplante, 2015) et la préservation de la biodiversité. Créé en 2006, le *Transition movement* (Chamberlin, 2009; Poland, Dooris et Haluza-DeLay 2011) est actif dans plus de 50 pays, dont le Canada, et cherche à transformer la crise climatique en opportunité de construire des communautés locales résilientes, conviviales et dynamiques (Hopkins 2008). Après une période de dormance, le Réseau Transition Québec fait un retour en 2019. Des travaux de recherche s’imposent pour comprendre comment les communautés territoriales composent pour restaurer et accroître leur capacité de prise sur leur développement et quelles contributions elles peuvent apporter à la transition socioécologique et la lutte aux changements climatiques, voire au renouvellement du modèle de développement québécois. Il est également important d’identifier les rôles joués par les intervenants collectifs dont les OC.

La transition socioécologique ne pourra être qu’une affaire de gouvernements, de scientifiques ou de marché. Elle devra inclure les communautés locales car elle implique une transformation des modes de vie dont les pourtours gagnent à s’appuyer sur des processus de démocratie locale et de solidarité tels que mis en oeuvre par les démarches territoriales de développement. Le défi est d’inventer des modes de développement soutenable face à des mutations planétaires irréversibles, alors que les tentatives internationales (Accord de Paris, COP25) n’ont pas des résultats à la hauteur des espoirs. Dans l’attente de jours meilleurs à l’échelle planétaire, et peut-être pour faire en sorte qu’ils adviennent, des approches plus modestes, complémentaires sans être substitutives, permettent aux communautés locales d’agir en initiant des stratégies de développement fondées sur des processus coopératifs novateurs misant sur des formes concertées d’action (Leblanc *et al.*, 2014) qui passent par l’intersectorialité (Divay, Belley et Prémont, 2013). Le modèle québécois, développé dans la seconde moitié du 20e siècle, reposait sur la concertation et le partenariat entre la société civile et l’État (Klein *et al.*, 2014). Les politiques d’austérité ont affaibli cette capacité d’action (Bourque, G., 2016) alors que l’État québécois s’en remet au palier municipal et aux gouvernements de proximité pour prendre en main le développement des territoires. La transition socioécologique fait entrer les acteurs du développement des communautés dans des zones sensibles qui obligent à construire des initiatives et des démarches qui se jouent au-delà des secteurs (Parent *et al.*, 2016 ; Vaillancourt, 2017). Les acteurs locaux constatent et soutiennent une demande citoyenne croissante pour une prise collective sur l’animation et l’organisation des milieux de vie. Inspirés par des initiatives développées ailleurs, des citoyens (amis, voisins, parents) s’organisent sur les enjeux environnementaux autour de leurs aspirations collectives, avec ou sans lien avec les structures traditionnelles d’action collective et de concertation (Cloutier, 2019). Il s’agit des circuits courts, transports collectifs ou actifs, luttes aux îlots de chaleur, systèmes alimentaires locaux, conversions d’immeubles, économie circulaire, agriculture urbaine, mobilisation contre l’extraction d’énergie fossile, le déboisement, la destruction des milieux humides, les inondations, etc. Comment et vers quoi évoluent ces initiatives ? Quelle place occupent-elles dans les démarches territoriales de développement ?

Poland *et al.* (2018) ont démonté que les initiatives citoyennes en transition socioécologique au Canada vivaient des difficultés là où le leadership est concentré et épuisé (plutôt que distribué et délégué) et où les projets ont rencontré résistance et indifférence dans les territoires. Les initiatives se sont par contre développées là où elles sont portées par une base de participation citoyenne qui a été soutenue (plutôt que remplacée) par un financement public ou philanthropique, et où des efforts ont été faits pour établir des partenariats avec d'autres groupes locaux et avec le gouvernement municipal. Ces efforts de coopération demandent à être mieux compris et pilotés par les acteurs locaux dans le nouveau contexte des gouvernements de proximité au Québec afin d’être plus productifs et innovants (Lachapelle et Bourque, 2020). Les travaux de Lévesque, Fontan et Klein (2014) et de Klein *et al.*, (2018)fournissent des analyses éclairantes sur l’innovation sociale, les organisations citoyennes qui y sont engagées et les mécanismes qui leur permettent d’intervenir dans différents champs d’action. Ces travaux mettent cependant en lumière les limites des innovations en termes de transformation sociale en raison de faiblesse d’arrimage avec les mouvements sociaux et d’absence de relais politiques. Les initiatives collectives locales qui intègrent des visées de transition socioécologique et de lutte aux changements climatiques ont-elles le potentiel de se réseauter, se fédérer et s’arrimer aux mouvements sociaux pour peser sur le politique ? Il devient nécessaire de comprendre comment ces nouvelles initiatives collectives peuvent se réseauter et transcender le local tout en y étant organiquement ancrées. L’ensemble du projet de recherche proposé se déroulera en 3 phases :

Phase 1 (12 mois) : Mesurer l’ampleur des initiatives et favoriser leur dissémination.

Phase 2 (18 mois) : Analyser en profondeur 8 initiatives locales.

Phase 3 (6 mois) : Modéliser les rapports entre développement territorial et initiatives collectives locales intégrant des visées de transition socioécologique et de luttes aux changements climatiques.

La réponse du bailleur de fonds, le CRSH, est attendue pour avril 2020.

**Références**

Bourque, Gilles L. (2016). « Introduction au numéro : présentation des contributions », *Revue vie économique – Développement territorial et gouvernance*, vol.8 n˚1, 7p.

Bourque, Gilles L. et Robert Laplante (2015). « Politique industrielle : l’heure est à la transition écologique de l’économie », dans Institut du Nouveau Monde (dir.), *L’état du Québec 2016, Édition du 20e anniversaire*, Del Busso, p.129-136.

Chamberlin, S. 2009. *The Transition Timeline: For a Local, Resilient Future.* White River Jt, VT: Chelsea Green.

Cloutier, Geneviève (2019). *Quand les citoyens se mettent en action : les initiatives citoyennes de verdissement urbain et leur rapport à l’action collective*, communication lors du Rendez-vous des loisirs et de la vie communautaire, Sherbrooke, 26 octobre 2019.

Divay, Gérard, Serge Belley et Marie-Claude Prémont (2013). « Introduction. Présentation du thème et des contributions à ce numéro spécial. La collaboration intersectorielle : spécificités, questionnements et perspectives », *The Innovation Journal : The Public Sector Innovation Journal/La Revue de l’innovation : La Revue de l’innovation dans le secteur public*, vol.18 n˚2, article 1, 22p.

Hopkins, R. 2008. *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*. Devon, UK: Green Books (distrib in US by Chelsea Green).

Klein, Juan-Luis, Jean-Marc Fontan, Denis Harrisson et Benoît Lévesque (2014). « L’innovation sociale au Québec : un système d’innovation fondé sur la concertation », dans Klein, Juan-Luis, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert (dir.), *L’innovation sociale,* Toulouse : Éditions Érès, p.193-246.

Klein, Juan-Luis, Jacques Caillouette, Monique Doyon, Jean-Marc Fontan, Laurie Guimond, Benoît Lévesque et Diane-Gabrielle Tremblay (2018). *Les nouveaux modèles d’action en développement territorial dans le contexte de la transition sociale et écologique : vers la construction des capacités collectives permettant d’accroître de façon durable le bien-être des communautés*, FRQSC Programme de soutien aux équipes de recherche universitaire, Renouvellement 2018-2022.

Lachapelle, R., Bourque, D. (2020). *Intervenir en développement des territoires*, Collection Initiatives, PUQ, 148 pages.

Leblanc, Jeannette, Jean-François Allaire, Christyne Lavoie, Martin Robitaille, Paul Morin, Jacques Caillouette et Claude Charpentier (2014). *Miser sur la mobilisation locale et supralocale et sur l’implication des communautés locales dans le Haut-Saint-François. Récits d’expériences et analyses de pratiques*, Cahier de recherche – Centre affilié Université de Sherbrooke – Centre de santé et de services sociaux Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, vol.1. no.2, 91p.+Annexe.

Lévesque, Benoît, Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein (dir.) (2014). *L’innovation sociale. Les marches d’une construction théorique et pratique*, Québec : Presses de l’Université du Québec, 451p.

Lipietz, Alain (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris : La Découverte, 185p.

Parent, André-Anne, René Lachapelle, Denis Bourque et Christian Jetté (2016). « Pratiques de développement territorial intégré », *Organisations et territoires*, Vol. 25, n˚ 2, p.1-10.

Poland, B., M. Dooris, and R. Haluza-DeLay (2011). “Securing ‘Supportive Environments’ for Health in the Face of Ecosystem Collapse: Meeting the Triple Threat with a Sociology of Creative Transformation.” *Health Promotion International* 26 (S2): ii202–ii215.

Poland, B., Chris Buse, Paul Antze, Randolph Haluza-DeLay, Chris Ling, Lenore Newman, André-Anne Parent, Cheryl Teelucksingh, Roxanne Cohen, Rebecca Hasdell, Katie Hayes, Stephanie Massot & Makeda Zook (2018). “The emergence of the transition movement in Canada: success and impact through the eyes of initiative leaders”, *Local Environment*, <https://doi.org/10.1080/13549839.2018.1555579>

Vaillancourt, Yves (2017). *Marges de manœuvre des acteurs locaux de développement social en contexte d’austérité*, Coédition de la CRCOC, du CRISES et d’ARIMA, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Cahier n˚17-01, 97p.